L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEIGSE & Co. Rue de Chartres No 73, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 10 JUILLET 1861.

G. F. WEIGSE, P. LIMET. — H. DUFOUR, S. HARDY. — } Editeurs-Propriétaires.

Nouvelle-Orléans, MERCREDI MATIN, 10 JUILLET.

☞ Voir la seconde page, pour :

LE FEUILLETON.
LE BULLETIN COMMERCIAL,
LE MÉMENTO AUX ENCHÈRES,

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les dix numéros. On paiera aux porteurs.

Vendredi dernier, le numéro du jour.

Par H. Vignié, sur le trottoir du chemin, en face de la rue d'Orléans-Chemin. Aussi, au No 251, rue Bienville—Meubles (occasion), Hippolyte Grédé.

L'emprunt des Etats Confédérés.

Si nous en croyons nos correspondances officielles de Richmond à un journal de cette ville, on doit proposer au congrès des Etats Confédérés une modification au plan d'emprunt imaginé par M. Memminger et adopté dans la dernière session. Nous avons déjà donné le texte de la loi qui autorise le secrétaire du trésor à recevoir des souscriptions pour l'emprunt de cinq cent quarante millions, et nos lecteurs savent que les bons des Etats Confédérés ne sont pas émis directement en échange de coton, de sucre ou du tabac des planteurs, mais en échange de produits des taxes de ces denrées soit en nature ces soit en lettres de change sur l'étranger. Or ce plan a soulevé, paraît-il, des objections de la part de certains agents spéculateurs qui désirent recevoir des bons du trésor pour le coton qu'ils achètent sur les plantations, et qui ne veulent pas avoir besoin d'obtenir des lettres de change sur l'étranger. Ces spéculateurs trouvent plus avantageux de vendre leur coton pour des bons du trésor, et ils font valoir auprès du gouvernement confédéré que ces bons ne seront pas une difficulté sérieuse puisque le gouvernement pourra des comptes assez forts à solder en Europe.

Ce système est d'une simplicité primitive, il évite l'emploi de toute une armée d'agents, de sous agents, de commissionnaires, qui seraient indispensables si le gouvernement avait à recevoir les produits en nature, à les faire emmagasiner, à les faire vendre, et à accomplir les mille opérations d'achat qu'exige le commerce. Si dans un pays où la vénalité et la corruption semblent régner dans les sphères officielles, comme s'il était admis que voler le gouvernement est moins déshonorant que de voler un particulier, on voit quelle facilité la multiplicité des opérations confiées aux agents du gouvernement offrirait, pour frauder le trésor, à ceux qui appartiennent à cette école de conscience large. Ainsi aux dépenses qu'entraînerait l'emploi d'un nombreux personnel, il y aurait à ajouter les pertes sèches causées par les pots de vin, le gratuage, etc.

Indiquons-le, au moins, des avantages qui compenseraient ces pertes. On dit : beaucoup de planteurs préféreront donner un bon du trésor de sa nature plutôt que d'attendre les délais d'une vente lente à opérer, parce qu'alors ils recevraient de suite des bons qu'ils pourraient utiliser. A cela nous répondrons que si le gouvernement prenait de suite pour cent millions de produits en échange de bons, il en résulterait deux choses également fâcheuses pour les deux parties. D'une part, les planteurs ayant besoin d'argent ou de marchandises, jetteraient de suite sur les places de commerce une masse de bons qui se trouveraient par cela même dépréciés, et d'autre part le gouvernement ne tirait en vente les produits représentant ces bons, de sorte que le marché serait se trouverait, subitement à l'encontre de la maison d'affaires, affecté doublement pour une seule valeur réelle mise en circulation.

L'équilibre se trouverait rompu et le gouvernement risquerait fort de ne pas retrouver, en vendant les produits, la valeur qu'il eut d'ailleurs impossible de fixer à l'avance dans les conditions actuelles. Il est beaucoup plus sage, selon nous, de laisser les choses suivre leur cours ordinaire. Les produits s'écouleront suivant les besoins de la consommation et n'auront à subir d'autre dépréciation que celle qui sera due aux circonstances politiques déjà si difficiles. Au fur et à mesure des ventes, planteurs et gouvernement recevront chacun leur quote part, et si les premiers disposent de leurs bons ils le feront dans des conditions meilleures puisqu'ils les écouleront pas à pas au lieu d'inonder les places de commerce d'un seul coup.

Nous avons dit dans un autre article que le seul moyen d'éloigner de deux marchés à tous, c'est d'activer l'accroissement à l'ouverture de la saison commerciale et de laisser s'engager toutes les affaires dans des conditions à peu près normales. Et aux difficultés de la crise politique, on ajoute celle que créera un système nouveau, en risque de produire un bouleversement désastreux. On en lance dans l'inconnu, et on paralysa, intérêt, l'inconnu c'est probablement la ruine.

Les détracteurs du projet que nous combattons s'imaginent que le gouvernement, s'il accepte les offres, pourrait faire bon gré la masse de la baisse et tenir la dragée haute à l'Angleterre. Cela pourrait être vrai si le gouvernement n'avait que banque d'argent et n'avait pas encore embarrasse politique sur les bras. Mais c'est une supposition tout à fait fabuleuse dans les conditions où se trouve le pays, avec la guerre, le blocus, les besoins urgents d'argent et les ménagements à garder vis à vis des puissances étrangères. Si nous voulons que l'Angleterre et la France traitent pour obtenir un accès libre à nos ports, il ne faut pas commencer par dégoûter les acheteurs étrangers en mettant nous mêmes des entraves à la liberté du transit et à la combinaison des opérations. Nos ennemis doivent être à la disposition des acheteurs étrangers par nos propres exportations ; à cette condition seulement nous pourrons espérer que ceux ci feront des efforts obtenir pour vaincre les obstacles et pour leur assurer une libre sortie.

Nous ne pouvons dans un article de journal qu'effleurer les considérations qui militent en faveur du maintien de la loi, mais notre pensée que dans le Congrès la liberté commerciale ne trouvera pas de défenseurs habiles qui sauront développer les exemples que nous avons indiqués et ceux que nous allons pouvoir citer, et qu'en définitive les vrais principes et l'intérêt bien entendu du gouvernement et des parties finiront par prévaloir sur les erreurs économiques inspirées par l'esprit de révolution et d'agiotage.

CONCERT A LA SALLE DES CAFÉ FOLLIQUE.—Ce soir un petit concert aura lieu au café-restaurant de la Salle des Café-Folliquet. Nous avons entendu dire que le concert qu'on donnera ce soir au café-restaurant de la salle des Café-Folliquet sera intéressant et nous ne doutons pas que le public ne se rende en foule à cette invitation.

Par le Télégraphe.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'ABEILLE.

DEPÊCHES DU SAMEDI.

DÉPÊCHE DU SOIR.

Congrès des Etats-Unis.

Washington, 9 juillet.—Le comité de la chambre sur les affaires étrangères est composé comme suit : Crittenden, de Kentucky, président ; Grinnell, de Massachusetts ; Cox, de l'Ohio ; White, de l'Indiana ; McKnight, de la Pennsylvanie ; Burnham, de Connecticut ; Thomas, de Maryland ; Pomeroy, de New York ; et Fisher, de Delaware.

Nouvelles de 16 heures.

Washington, 7 juillet.—Le gouverneur Hicks prétend que le mouvement sécessionniste est fort sur la rive orientale du Maryland et il demande des troupes pour protéger les unionistes.

Le cabinet a eu à s'occuper de consultation avec le général Scott, mais on n'en connaît pas le résultat.

On dit que dans le canon démocrate, Vallandigham de l'Ohio, a dit qu'il préférait la paix à la conservation de l'Union.

Le colonel Taylor est arrivé avec un pavillon secessioniste. Mille bruits circulent au sujet de sa mission, mais on suppose généralement qu'elle a trait à un échange de prisonniers.

New York, 8 juillet.—Le *Herald* dit que le général Scott s'attend à chaque instant à la nouvelle d'une bataille.

Patterson et Johnston avaient un engagement à Edward's Ferry, et un courrier était venu demander des renforts pour les fédéraux. Au départ du courrier il y avait deux fédéraux de tués.

Baltimore, 8 juillet.—Le compagnie de cavalerie Barnard a été rangée devant le régiment, désarmée et licenciée parce que le lieutenant Stratton et huit officiers avaient commis des actes de trahison et de félonie. Plus tard, par ordre du général McClellan, on a remis à la compagnie ses armes, en envoyant les neuf coupables à Galenbus.

Mesure de remplacement des soldats de Lincoln à Cuivre.

Cairo, 9 juillet.—Samedi et dimanche on a fait venir les soldats pour savoir s'ils voulaient se réengager pour trois ans. Voici le résultat : régiment Cook, 60 ont voté pour 3 ans, régiment McArthur, 50 dito, régiment Oglesby 150. Tous les autr es ont voté pour se débander. On pense que les autres régiments engagés pour trois ans suivront bientôt l'exemple des précédents et la même désertion se produira dans le temps d'ici à trois ans, à l'expiration du gouvernement ; les tirera n'en servait pas convertibles en bons de trésor, ni recevables en paiement des droits de douanes ou autres taxes gouvernementales.

" 2. Un emprunt étranger portant intérêt au taux de 6 3/4@100 pour cent.

" 3. L'émission de bons de trésor d'une valeur aussi haute que 500, portant intérêt à 3 30@100 par cent. Ces bons, s'ils sont émis, circuleront comme papier-monnaie ; ils pourront être convertis en un emprunt remboursable dans vingt ans et être reçus pour l'acquittement des droits de douane.

" Nombre d'hommes de l'Ouest appuient chaudement ce plan, mais M. Chase ne le tient pas en grande faveur, et il n'y aura rencontre qu'à triompher dans le courrier du ministre sur la personne de M. Bibb. Chaffey et son frère qui est accusé de complicité ont été arrêtés.

Conseil de ville.—Le conseil des Aldermen s'est réuni hier. Les membres présents étaient au nombre de neuf. Le Conseil a adopté la Pennsylvanie les résolutions suivantes :

Le Conseil prend part au regret profond et universel causé par la nouvelle de la mort de cet. Douze, un des plus vaillants et des plus nobles soldats qui soient parmi les défenseurs de la cause de la liberté et de notre Union.

Il est conséquemment ordonné que l'Aveocat-général fasse connaître, vendredi, 12 du courant, les dispositions pour l'enquête à laquelle le défendeur en cause pour répondre au coroner et cantons.

Nos Orléans, 9 juillet 1861.

Recorder Genthiel.—Antonio Perez, qu'un différent encore de vol avec effraction, a été accusé en attendant l'instruction. Il est introduit le 8 juillet, à l heure du matin, dans l'entrepôt de M. John Schweitzer, rue Royale, y a volé une malle et du linge appartenant à un nommé Dupuy, parti pour la guerre.

M. L. L. Bouve, de la maison Kittredge & Brown, rue de Chartres, entre Dumaine et Bienville, est accusé d'abus de confiance. M. J. J. Patterson, domicilié dans la rue Chartres, entre Perdido et Gravier, déclare qu'il y a un mois il a chargé M. Kroger de vendre des marchandises, que M. Bouve les a vendues et s'est appropriés le produit de la vente. L'inculpé a fourni un cautionnement de cinq cents piastres.

Baptiste Blanchet, accusé d'avoir vendu à M. Leblanc une revolver de Colt appartenant à M. Aug. Tigalone et sans payer dans le recorder. On n'a pas encore été, dans les poursuites contre lui.

C. Weiss s'est plaint d'avoir été assailli, chez lui, rue Saint-Louis, par John Z. Igler.

George O. Hall, accusé d'avoir battu à rue Saint-Louis, par Joseph Gaudet, a été acquitté.

Gaudet, d'où cet assaillit et menaça de tuer James Ambeyre, le 28 du mois dernier, dans la rue du Canal.

T. Burbant, rue des Anne, entre Galvez et Johnson, et chez lyre, à Pontchartrain des rues Dauphine et Marais ont été acquittés par un jury composé de MM. G. C. Fletcher, G. Bilmore, H. Hanbut. F. Monroe Jar. et T. H. Canfield, propriétaire d'écuries. Ils étaient accusés de délits de bon sens chez-lieues à des dégâts. Les témoignages ont établi qu'ils étaient ignorants et étaient d'une complication.

Charles Kell, accusé d'avoir battu Frédérick Dorn, à Bienville, le plaignant étant parti de la ville.

Thomas Nelson, qu'on avait accusé d'avoir menacé de Jonathan Lewis d'. Cette la première fois qu'il a rencontrait, a été fournir un cautionnement de deux cents piastres pour répondre qu'il ne mettra pas sa menace à exécution.

Adam Schaer étant prêt d'avoir été grossièrement insulté par Henry Hagenbrot.

Paraguayenne.—Le dixième régiment de volontaires de notre Etat a été organisé en camp Lovell. Il portera le nom de "Breux" en se donnera de jours le commandement de ce régiment sera sous le commandement du colonel Jean F. Morin.

Hier matin, à une heure et demie, deux maisons en bois en leurs voisines, situées dans la rue Bagatelle, entre Grande-Rue-ruse et Foix, ont été détruites par les pompiers. Elles appartenaient à MM. J. Phillips et F. Favara.

Lundi, à dix heures du soir, John Lahey a été grièvement blessé d'un coup de poignard par Geo. Gadby qu'il m'accuse dans observations et je me fie qui en veut plaider de tout donner tous les détails qu'il sera en ma connaissance de leur fournir.

Telle est en substance, MM. le Rédacteur, la communication que je me suis proposé de vous soumettre. Je désire que vous la trouviez digne d'occuper une place dans votre intéressant journal. Puissent les détails qu'elle contient faire naître chez quelques officiers de la responsabilité qui incombe à tout homme de l'art appelé à l'exercice de pareilles fonctions ; et, notamment, rendre plus scrupuleux ceux *contre façon* de médecine vétérinaire dans le pays est infecté ; et auxquels un sot orgueil pourrait engager l'idée de s'affubler des insignes qui caractérisent le rang assigné, dans l'armée, aux hommes qui ont fourni leurs preuves de capacité devant un jury d'examen.

Agréez, MM. les Editeurs, avec mes civilités empressées l'assurance de mon bien dévoué dévouement.

L. B. DELBIEU,
Médecin-vétérinaire aux Orleans Light Horse.

(Communiqué.)

Les Rangers de St. Landry.—La paroisse de Landry désire chaudement se faire représenter sur un champ d'honneur. A peine une compagnie a-t-elle pris les armes, qu'elle en veut une autre. C. B. Rangers, composée de jeunes gens qui, sous plusieurs de leur courage, ont grande confiance dans les capacités de leur capitaine, W. H. Spencer. Il ne pouvaient se faire autrement ; déjà éprouvé aux rudes travaux de la guerre, le capitaine Spencer saura guider ses braves soldats, qui ont plus d'une fois de l'occasion de le juger comme un vaillant défenseur des droits et prérogatives de la confédération du Sud. Après bien des combats dans les solennes du Cowpens dont il est rédacteur, il court et offre des Opelousas son bras à la chère patrie pour qu'il sorte constamment la dévotion qu'il nous a toujours témoignée pour une cause si sacrée. Que la flamme convection des sous-officiers et soldats des

C. B. Rangers.

Décédée hier, à 5 1/2 heures de l'après-midi, à l'âge de 17 ans, Mlle Marie Athalie Bachemin, fille de Mme Marie Bachemin, née de Louise Bachemin-Degrave. Les amis et connaissances sont priés de la part des familles Bachemin, Degruy et Dupré d'assister aux funérailles qui auront lieu aujourd'hui à quatre heures après-midi, de la maison mortuaire, rue Royale, lorsque les funérailles